

Revue de presse



Dimanche 25 décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Des agences de banques publiques dans les nouvelles wilayas notamment frontalières

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, jeudi à Alger, que plusieurs banques publiques entendaient ouvrir des agences au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment les wilayas frontalières, mettant en avant l'attachement des pouvoirs publics à améliorer les prestations fournies par les structures sous tutelle au niveau local.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président Tebboune: l'année 2023 sera couronnée par l'adhésion de l'Algérie aux BRICS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé jeudi que l'année 2023 sera couronnée par l'adhésion de l'Algérie aux BRICS.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

2022: augmentation record des exportations hors hydrocarbures

L'année 2022 aura été marquée par une hausse notable des exportations hors hydrocarbures, qui devrait atteindre les 7 milliards de dollars à la fin de l'année, un record réalisé grâce à la stratégie du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la diversification de l'économie nationale, au moment où la régulation des importations se poursuit à grands pas.



33 questions à 7 ministres : M. Kassali : «les conditions d'exercice des conseillers d'investissement participatif fixées»

Le système relatif aux conditions d'exercice des conseillers d'investissement participatif sera transmis «dans les prochains jours» au secrétariat général du gouvernement pour étude et publication. L'annonce vient d'être faite par le ministre des Finances, lors de la séance plénière consacrée aux questions orales qui s'est déroulée ce jeudi à l'APN.



Une priorité absolue

Le développement local est le pilier incontournable de la relance de l'économie et la promotion de nos exportations hors hydrocarbures. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné leur révision. Il n'a cessé d'exprimer sa forte volonté d'asseoir un développement local durable, à travers un accompagnement permanent de tout effort créateur de richesse et générateur d'emplois en faveur des jeunes.



Une œuvre à achever

L'œuvre du président Tebboune n'est pas finie et il compte bien l'achever avant la fin de son mandat. Concernant un second mandat, il indique qu'il est encore trop tôt pour en parler. Tous ses efforts lors des prochaines années seront consacrés à la consolidation des réalisations accomplies, même si le rythme de celles-ci n'est pas satisfaisant à 100%.



Douane : Accompagner les opérateurs économiques

La direction régionale des douanes de Sétif a lancé une campagne d'information et de sensibilisation visant à promouvoir la procédure de transaction douanière et informer les opérateurs et auteurs d'infractions douanières, de la possibilité de procéder au règlement transactionnel de leurs litiges définitivement et à l'amiable, avant l'engagement de la procédure judiciaire, après son engagement et même après jugement définitif.



Exportations hors hydrocarbures : augmentation record

L'année 2022 aura été marquée par une hausse notable des exportations hors hydrocarbures, qui devrait atteindre les 7 milliards de dollars à la fin de l'année, un record réalisé grâce à la stratégie du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la diversification de l'économie nationale, au moment où la régulation des importations se poursuit à grands pas.



Président Tebboune : L'Etat engagé à poursuivre l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réitéré l'engagement de l'Etat à poursuivre ses efforts pour améliorer le pouvoir d'achat du citoyen. Dans des extraits de l'entrevue périodique accordée aux représentants des médias nationaux qui sera diffusée, jeudi soir sur les chaînes de Radio et de Télévision nationales, publiques et privées, le Président Tebboune a déclaré: "Nous poursuivrons l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen et l'augmentation annuelle des salaires".



Appréciation du dinar algérien : La stratégie de Tebboune

Certains objectifs et mesures peuvent agir tels des catalyseurs à la croissance et au développement, comme c'est le cas du projet d'adhésion aux Brics. L'appréciation du dinar algérien constituera l'un des chantiers majeurs pour le gouvernement Benabderrahmane, tout au long de l'année 2023. C'est également l'un des engagements contractés par le président de la République qui vient d'annoncer une série de mesures visant à apprécier la valeur du dinar algérien.



[Le Projet de loi relative à la Monnaie et le crédit est «fin prêt» : En attendant le Conseil des ministres](#)

Ce texte vise à éradiquer les marchés noirs des devises et consacre la finance islamique et la digitalisation de l'activité bancaire...L'avant-projet de loi relative à la monnaie et au crédit sera présenté devant le Conseil du gouvernement. Le même texte était «fin prêt et sera présenté très bientôt devant les députés pour débat», avait affirmé ce mercredi en plénière à l'APN, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, AbderrachidTabbi.



[Récupération des fonds détournés : «L'État est déterminé»](#)

«La majorité des pays européens ont prêté la main à l'Algérie et affiché leur disponibilité à coopérer avec nous pour le recouvrement de ces fonds.» D'une importance capitale pour la relance économique, la lutte contre la corruption se poursuivra sur un rythme soutenu.



[Il réaffirme le caractère social de l'État : Les résolution du président](#)

La détermination de l'état quant à la prise en charge du volet social en le hissant à un niveau de priorité, renseigne sur l'engagement du président de la République. Le caractère social de l'Etat sera encore consacré et consolidé davantage durant l'année 2023. C'est ce qui ressort de la déclaration du président de la République, Abdelmadjid Tebboune lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux.



[Tebboune rassure les opérateurs étrangers : «Investir en Algérie n'est pas une aventure»](#)

Pour le président de la République, l'État a balisé le terrain en levant tous les obstacles qui pouvaient empêcher les investisseurs étrangers de s'installer en Algérie. L'Algérie, nouvel eldorado des investisseurs étrangers ? C'est l'un des objectifs que s'est tracé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour 2023.



[La Russie menace de réduire sa production de 700.000 b/j : Le pétrole s'enflamme](#)

Le baril de Brent, référence du brut algérien, a fini la semaine qui s'est achevée vendredi sur une hausse de 2,94 dollars à 83,92 dollars. Moscou a touché là où cela fait mal en annonçant une prochaine réduction de sa production de pétrole. Les cours de l'or noir ont réagi au quart de tour et se sont senti pousser des ailes.



[Brahim-Djamel Kassali, Finances : «Des agences de banques publiques dans les nouvelles wilayas»](#)

Le ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali, a affirmé, jeudi dernier à Alger, que plusieurs banques publiques entendaient ouvrir des agences au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment les wilayas frontalières, mettant en avant l'attachement des pouvoirs publics à améliorer les prestations fournies par les structures sous tutelle au niveau local.



[Questions économiques et sociales : Perspectives prometteuses](#)

Une bonne partie de l'intervention du président Tebboune a été réservée aux questions économiques et sociales. Des investissements en passant par la hausse des salaires, la relance de l'industrie et l'informel.



Deuxième mandat, salaires, fonds détournés...: Les précisions de Tebboune

Lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée jeudi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, le Président Abdelmadjid Tebboune a évoqué plusieurs sujets nationaux, dont ceux relatifs aux aspects économiques, aux salaires, la lutte contre la corruption, et les réalisations menées depuis son élection le 12 décembre 2019, mais également les questions diplomatiques, bilatérales (Russie, Chine, France...), ainsi que l'intégration de l'Algérie au groupe des BRICS. Le président de la République a affirmé que sa plus grande préoccupation actuellement était de parachever, durant les deux années restant de son mandat présidentiel, la concrétisation des 54

engagements pris devant le peuple algérien, soulignant que le dernier mot revenait au peuple. Interrogé sur une éventuelle candidature à un second mandat présidentiel, il affirme : «Je n'ai aucune réponse et je n'y pense même pas. Nous sommes à deux ou trois mois au-delà de la mi-mandat et c'est plus que trop tôt d'en parler».

«L'essentiel, dit-il, c'est qu'il reste encore deux années pour terminer et concrétiser mes engagements et c'est au peuple de juger par la suite», ajoutant que «chaque chose viendra en son temps». Le Chef de l'Etat a rappelé son souci d'opérer les réformes promises au peuple algérien à la vitesse qu'il juge nécessaire pour «changer la situation». Il a assuré, dans le même cadre, que l'année 2023 serait celle de la consolidation et de la consécration des réalisations accomplies ces dernières années, se disant «satisfait à 100% de tout ce qui a été réalisé jusque là».

Abordant le secteur de l'Education nationale, M. Tebboune a rappelé l'intérêt particulier qu'il accordait à ce secteur, s'engageant à améliorer les conditions socioprofessionnelles de l'Enseignant et à assurer le recrutement des diplômés des Ecoles normales supérieures (ENS). Il a précisé, dans ce cadre, que l'Ecole, contrairement à l'Université, garantit de facto un poste de travail à ses diplômés. L'avenir des enseignants contractuels (au nombre de 59.987) du secteur de l'Education dont la décision de titularisation a récemment été prise «est officiellement tracé», a-t-il rassuré, affirmant qu'il n'a jamais été question de refuser de recruter les diplômés des ENS.

Le chef de l'Etat a aussi réaffirmé son engagement de poursuivre l'augmentation des salaires des travailleurs et à prendre les mesures nécessaires, pour assurer une vie décente aux citoyens, tout en veillant à la régulation des prix, du taux d'inflation, et au renforcement de la production nationale. Affirmant «la poursuite de l'augmentation des salaires annuellement jusqu'à ce qu'ils atteignent un seuil particulier», il a rappelé que «l'augmentation des salaires et de la valeur du dinar, et la lutte contre la spéculation, constituent un engagement à respecter». «Si la valeur du dinar augmente de 30%, le pouvoir d'achat du citoyen sera renforcé», a-t-il estimé. Il a également mis en exergue l'impératif de «généraliser la numérisation pour pouvoir recenser les familles ayant un seul revenu», soulignant que «la numérisation deviendra un jour une réalité et tout sera révélé».

Poursuivre la lutte contre la corruption

Par ailleurs, le Président a réaffirmé la détermination de l'Etat à poursuivre la lutte contre la corruption, et le recouvrement des fonds pillés et détournés, annonçant que 20 milliards de dollars avaient déjà été recouverts à l'intérieur du pays. Il a également rejeté l'idée de mesures de grâce au profit des auteurs de dilapidation et de détournement des deniers publics, car opposée aux principes «de la morale et de la loi». «Vingt (20) milliards de dollars ont été recouverts à l'intérieur du pays et nous poursuivons l'opération de recouvrement du reste des fonds détournés», a-t-il indiqué, précisant que «les fonds thésaurisés feront l'objet d'une autre issue», ajoutant que «des sommes faramineuses ont été détournées (à l'étranger) en 10 à 12 ans». «La majorité des pays européens ont prêté la main à l'Algérie à ce sujet et affiché leur disponibilité à coopérer avec nous pour le recouvrement de ces fonds et leur restitution au Trésor de l'Etat algérien, pour peu que les procédures légales soient respectées», a-t-il poursuivi.

«L'opération se poursuit. Il y a, aussi, d'autres biens sous forme d'hôtels 5 étoiles et autres et nous avons été officiellement saisis pour les récupérer, particulièrement par les pays vers lesquels ces fonds ont été détournés et ceux qui étaient source de surfacturations. Des fonds ont été déposés dans des coffres privés, notamment en Suisse, au Luxembourg et aux Iles Vierges», a-t-il ajouté.

Economie : Capter les IDE, l'industrie automobile...

Dans le volet économique, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie fournissait toutes les garanties pour capter les investissements directs étrangers (IDE) dans divers secteurs. «Tout un chacun est convaincu aujourd'hui que l'investissement en Algérie est rentable et loin d'être une aventure. C'est un investissement sûr grâce à la possibilité de transférer les bénéfices», a précisé le Président. Dans ce cadre, il a fait état d'un travail en cours avec les pays présents en Algérie, à l'instar du Qatar et de la Turquie, pour poursuivre et renforcer leurs investissements, soulignant qu'il a été convenu avec la Turquie de porter ses investissements à 10 milliards USD.

«La porte reste ouverte» à d'autres pays désirant investir en Algérie, notamment après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement qui consacre le principe gagnant-gagnant et le bénéfice mutuel «loin de toute idéologie», a-t-il ajouté. Le président de la République a, en outre, souligné l'engouement des entreprises étrangères pour investir en Algérie après l'entrée en vigueur de cette loi, ajoutant que plusieurs entreprises américaines ont manifesté leur intérêt pour investir dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et d'autres secteurs.

S'agissant du dossier de l'industrie automobile, le président de la République a réitéré la détermination de la partie algérienne, en partenariat avec le groupe «Stellantis», propriétaire de la marque «Fiat», d'atteindre un taux d'intégration de 30 à 40% au bout de deux années. L'objectif de la partie algérienne, dit-il, dans le cadre de la mise en place d'une véritable industrie automobile, était d'intégrer des entreprises algériennes dans le cadre de la sous-traitance avec le partenaire italien pour fabriquer de nombreuses pièces, ajoutant que l'objectif n'est pas seulement de construire des voitures touristiques mais également de fabriquer d'autres véhicules tels que des tracteurs et des camions.

Concernant le projet d'amendement à la loi relative à la monnaie et au crédit, le président de la République a affirmé qu'une partie de ladite loi sera soumise à l'examen lors du prochain Conseil des ministres. En réponse à une question sur l'économie parallèle, le Président a réitéré son engagement à œuvrer à son élimination, compte tenu de répercussions notamment en matière d'inflation et de monopole, soulignant, dans ce sens, l'existence de mécanismes, en cours de mise en œuvre, pour absorber les liquidités et l'utiliser pour la création de la richesse et des postes d'emploi.

Augmenter les découvertes de gaz naturel

Toujours dans le volet économique, le Président de la République a fait savoir que l'Algérie avait proposé d'exporter l'excédent de sa production d'électricité vers l'Europe. Il a fait état d'une proposition faite à certains pays amis pour la réalisation d'un câble électrique reliant

l'Algérie à l'Europe au point le plus proche de l'Italie, à 270 km. Dans ce cadre, le Président de la République a évoqué les capacités de l'Algérie dans le domaine de la production d'électricité, outre l'industrie locale des turbines à gaz. «Tous les moyens sont disponibles pour s'approvisionner en énergie depuis l'Algérie. Même les pays qui n'ont pas de gazoduc peuvent s'approvisionner directement en électricité», a-t-il soutenu. Concernant le gaz, il a relevé la nécessité de multiplier les découvertes afin de porter le volume des exportations d'environ 53 milliards m³ actuellement à près de 100 milliards m³, en particulier en raison de la hausse du niveau de consommation interne.

Rappelant que l'Algérie s'était engagée avec le partenaire italien à hisser le volume des exportations de gaz naturel à 30/35 milliards m³, le président de la République a fait part d'un projet de réalisation d'un deuxième gazoduc, étant donné que le gazoduc reliant les deux pays «a quasiment atteint sa capacité maximale». En réponse à une question sur le projet de gazoduc transsaharien reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, M. Tebboune a confirmé que la phase d'étude était presque terminée, et que certaines parties du projet étaient même réalisées, indiquant aussi que l'Algérie a convenu avec le Niger de prendre en charge la réalisation du tronçon du gazoduc qui relie le Nigeria à la frontière algérienne.

Adhérer aux BRICS en 2023

Par ailleurs, le président de la République a assuré que l'année 2023 sera couronnée par l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, rappelant que la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud ont accueilli favorablement cette démarche, soulignant que ce processus exigeait une poursuite des efforts dans les domaines de l'investissement et du développement économique et humain d'une part, et de passer à des niveaux supérieurs d'exportation d'autre part. Le président Tebboune a affirmé, dans ce sens, que l'augmentation de la valeur des exportations hors hydrocarbures n'est plus un simple slogan, mais une réalité sur le terrain. «C'est lorsque notre produit intérieur brut (PIB) dépassera les 200 milliards usd, que nous pouvons dire que nous sommes proches des BRICS», a poursuivi le Chef de l'Etat. A ce propos, le président de la République a formulé le souhait de lancer des investissements conjoints avec les pays du groupe en vue de réaliser le projet de train transafricain, qui permettra de relier l'Algérie aux pays du Sahel.

Diplomatie, visite en Russie et en Chine

Lors de cet entrevue M. Tebboune a abordé les relations Algéro-françaises au sujet desquelles il dira qu'elle sont marquées par un traitement d'égal à égal, sans renoncer au dossier de la Mémoire, ni oublier ce qu'avait commis la France coloniale à l'encontre du peuple algérien, se félicitant de la coopération sécuritaire entre les deux Etats au plus haut niveau qui a franchi «un grand pas». Le Chef de l'Etat a annoncé une visite en Russie et en Chine, ainsi qu'une visite en Algérie du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane dont le pays entretient avec l'Algérie d'«excellentes relations».

Evoquant sa visite en Russie en réponse à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine, le président de la République a assuré que la Russie «est un pays ami et nos relations sont bonnes et remontent à plus de 60 ans. Nous visiterons la Russie, puis la Chine». Concernant les relations entre l'Algérie et l'Arabie saoudite, le Président Tebboune a indiqué qu'elles sont «excellentes», faisant état d'une visite à venir du prince héritier saoudien,

Mohammed Ben Salmane, qui «devait se rendre en Algérie avant même la tenue du Sommet arabe». Concernant la récente visite du Roi Abdallah II de Jordanie, le Président Tebboune a nié l'existence d'une médiation avec un quelconque Etat. Pour ce qui est de la cause palestinienne, M. Tebboune a exprimé son souhait de voir tous les pays arabes épris de paix œuvrer en 2023 avec l'Algérie, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU, pour permettre à la Palestine de «devenir un Etat à part entière au sein des Nations unies».



[Rencontre UGCAA - Impôts, CNRC, CASNOS: Des recommandations pour booster l'économie à Oued Tlélat](#)

Le bureau local de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA d'Oran a insisté, jeudi, sur la nécessité d'adhérer et d'impliquer l'Union dans la prise de décisions ayant trait à la réorganisation du marché et surtout dans tous les projets qui concernent le secteur du Commerce au niveau local.



[Ministre des Finances : ouverture de nouvelles succursales de banques dans ces wilayas](#)

Le ministre des Finances vient d'annoncer l'ouverture de nouvelles succursales de banques publiques dans plusieurs wilayas. Dzair Daily vous en dit plus dans la suite de ce numéro du 23 décembre 2022.



[Des agences de banques publiques dans les nouvelles wilayas notamment frontalières](#)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, jeudi à Alger, que plusieurs banques publiques entendaient ouvrir des agences au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment les wilayas frontalières, rapporte l'agence officielle.



BEA : ouverture prochaine d'une succursale en France

Le directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a annoncé l'ouverture prochaine d'une succursale en France, selon l'agence officielle.



BEA Ouverture prochaine d'une succursale en France

Le directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA) a annoncé l'ouverture prochaine d'une succursale en France, selon l'agence officielle.

Dans une déclaration à la presse, hier mercredi, en marge de la cérémonie de signature de deux conventions de financement avec le Groupe public ACS, Lazhar Latreche, a affirmé à ce propos, «que la banque finalisait les dernières retouches pour cette ouverture».

Par ailleurs, ce dernier a annoncé l'ouverture «dans les tous prochains jours» de deux banques algériennes au Sénégal et en Mauritanie



La BNA ouvre une agence dédiée exclusivement à la finance islamique

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a ouvert, jeudi au chef-lieu de la wilaya d'El Bayadh, une agence dédiée exclusivement à la finance islamique. La Secrétaire générale de la wilaya, Telli Kheïra, a présidé, au nom du wali d'El Bayadh, en présence des autorités locales et les cadres de la BNA, une cérémonie d'ouverture de cette nouvelle structure.



Un objectif réalisable ! : Exporter 100 milliards de m3 de gaz

Lors de sa dernière rencontre périodique avec la presse le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a encore une fois, rappelé son objectif de porter les exportations de gaz naturel à 100 milliards de m3 par an.

DZAIR SCOOP

Succursales des banques publiques dans les nouvelles wilayas, notamment à la frontière

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a indiqué, jeudi, à Alger, que plusieurs banques publiques entendent ouvrir des succursales au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment frontalières, soulignant l'engagement des pouvoirs publics à améliorer les services offerts par les structures situées en surveillance. localement.



Adhésion aux BRICS : L'Algérie veut boucler le processus en 2023

L'Algérie s'est engagée à remplir les conditions de son adhésion aux BRICS afin que le processus puisse être bouclé l'an prochain. En effet, l'Algérie espère boucler le processus de son adhésion aux BRICS avant la fin de l'année prochaine. A ce propos, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi, que l'année 2023 sera couronnée par l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, une organisation économique qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.



Salaires, retraites et allocation chômage : De nouvelles mesures pour renforcer le pouvoir d'achat

Plusieurs mesures seront prises en 2023 pour préserver le pouvoir d'achat, maîtriser l'inflation, renforcer la production et contrôler les prix. La réévaluation du dinar fait également partie des actions projetées par le gouvernement.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

LE TRAIN DE L'ALGÉRIE NOUVELLE SUR LA BONNE VOIE : Tebboune poursuit son œuvre

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'édification de l'Algérie nouvelle n'est pas encore terminée, rappelant les différentes étapes franchies commençant par la Constitution de 2020. « Nous avons franchi des pas considérables sur la voie de l'édification de l'Algérie nouvelle, mais nous n'avons pas encore terminé », a-t-il déclaré. Notant dans ce sillage, la « constitutionnalisation, pour la première fois, du mouvement associatif à travers

l'Observatoire national de la société civile, l'autorité de la jeunesse à travers la mise en place du Conseil supérieur de la jeunesse, ainsi que la Cour constitutionnelle et de nombreux droits accordés au citoyen ».



الأجور والعهد الثانية والوساطة وبريكس.. هذا ما قاله الرئيس تبون

في لقاء جديد مع الصحافة الجزائرية، مساء الخميس، تطرق رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون إلى عدة ملفات داخلية وخارجية، مثل الأجور، الإنضمام إلى بريكس، الترشح لعهدا ثانية وإشاعات الوساطة مع المغرب. وأجري اللقاء في نفس القاعة التي كانت تحتضن ترؤس الرئيس الراحل الهواري بومدين لاجتماعات مجلس الوزراء، في قصر المرادية بالعاصمة.



بنكان جزائريان في السنغال وموريتانيا لأول مرة

سيتم خلال الأيام القليلة المقبلة افتتاح بنكين جزائريين في كل من السنغال وموريتانيا. حسب ما أعلنه المدير العام لبنك الجزائر الخارجي. وأوضح المدير العام للبنك لزه لطرش، في تصريحات صحفية على هامش مراسم التوقيع على اتفاقيتي تمويل مع المجمع العمومي "أ سي اس"، أنه تم استكمال كل الاجراءات القانونية والإدارية لافتتاح هذين البنكين الذين تم اعتمادهما من قبل السلطات النقدية لدولتي السنغال وموريتانيا.



استجابة لطلبات الزبائن: البنك الوطني الجزائري ي دشّن سادس وكالة للصيرفة الإسلامية

أطلق البنك الوطني الجزائري، وكالة جديدة للصيرفة الإسلامية بولاية البيض، تعد السادسة من نوعها تنفيذًا لمخطط عمله الرامي لتعميم الصيرفة الإسلامية وتنويع منتجاته التمويلية، وتوفيرها على المستوى الوطني.

صيرفة إسلامية: القرض الشعبي الجزائري يبرم اتفاقيتي شراكة مع مؤسستين للتأمين

وقع القرض الشعبي الجزائري اتفاقيتي شراكة مع كل من مؤسسة التأمين التكافلي للأشخاص "الجزائر المتحدة للتأمين التكافلي" ومؤسسة التأمين التكافلي على الأضرار "الجزائر تكافل", بهدف تعزيز إدارة المخاطر الانتمانية لمنتجات الصيرفة الإسلامية التي يقدمها البنك عن طريق التأمين التكافلي, حسبما جاء اليوم الخميس في بيان للقرض الشعبي الجزائري.



جريدة "الجزائر اليوم" تكشف تفاصيل عملية إسترجاع الأموال المنهوبة

كشفت جريدة "الجزائر اليوم" الناطقة بالفرنسية تفاصيل عملية إسترجاع الأموال المنهوبة والمهربة الخارج خلال فترة حكم الرئيس الراحل عبد العزيز بوتفليقة. ووفقا لذات الجريدة فقد اكدت وزارة العدل ما اعلنته رئيس الجمهورية في لقائه الأخير مع ممثلي الصحافة الوطنية عن الرقم الضخم للأموال المهربة والتي تم إسترجاعها من الخارج والمقدرة بـ 20 مليار دولار. كما قدم رقما أعلى أي بحوالي 25-27 مليار دولار. التي اختلست خلال 10 إلى 12 سنة.

BRÈVE

Ouverture

Des agences de banques publiques dans les nouvelles wilayas notamment frontalières

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, jeudi à Alger, que plusieurs banques publiques entendaient ouvrir des agences au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment les wilayas frontalières, mettant en avant l'attachement des pouvoirs publics à améliorer les prestations fournies par les structures sous tutelle au niveau local. S'exprimant lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Kassali a fait savoir que «dans le cadre du plan de développement du réseau commercial et pour une couverture géographique optimale, les banques publiques ont lancé des procédures exploratoires en vue d'ouvrir des agences dans les nouvelles wilayas». Il a indiqué, à ce propos, que la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) était présente dans huit nouvelles wilayas, en plus d'un travail en cours pour la création de nouvelles agences à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, alors que la Banque Nationale d'Algérie (BNA) se trouve dans les wilayas de Touggourt et Bordj Badji Mokhtar, avec l'ouverture prévue d'agences à In Salah et In Guezzam. La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) prévoit la création de six nouvelles agences au niveau des nouvelles wilayas à l'instar d'In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, In Salah, Djanet et Béni Abbès, tandis que la Banque extérieure d'Algérie (BEA) prévoit l'ouverture de neuf nouvelles agences sur le plan national, dont une agence à Bordj Badji Mokhtar, précise M. Kassali en réponse à une question du député Lansari Ghali du parti du FLN.

Agence

L'objectif est d'accompagner les opérateurs économiques algériens à l'étranger **Des banques algériennes en Afrique, le projet se concrétise**

Le développement du secteur bancaire au niveau national, régional et international est crucial pour soutenir les investisseurs et les exportateurs. L'ouverture de banques algériennes à l'étranger et le développement du réseau bancaire au niveau national se concrétisent progressivement. Les réformes en profondeur menées par le Gouvernement visent la restructuration des secteurs financier et économique afin de construire un nouveau modèle économique plus attractif et résilient. C'est aussi nécessaire pour encourager l'inclusion financière et faciliter l'accès aux produits financiers et d'assurances.

Jeudi dernier, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a mis en avant les efforts continus de l'Etat pour améliorer la gouvernance bancaire et du réseau commercial. « Dans le cadre du plan de développement du réseau commercial et pour une couverture géographique optimale, les banques publiques ont lancé des procédures exploratoires en vue d'ouvrir des agences dans les nouvelles wilayas », a-t-il indiqué, précisant que « plusieurs banques publiques entendaient ouvrir des agences au niveau des dix nouvelles wilayas, notamment les wilayas

frontalières, mettant en avant l'attachement des pouvoirs publics à améliorer les prestations fournies par les structures sous tutelle au niveau local ». La Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et la Banque Nationale d'Algérie (BNA) sont omniprésentes dans les régions du Sud, selon le ministre. « La Badr était présente dans huit nouvelles wilayas, en plus d'un travail en cours pour la création de nouvelles agences à In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, alors que la Banque Nationale d'Algérie (BNA) se trouve dans les wilayas de Touggourt et Bordj Badji Mokhtar, avec l'ouverture prévue d'agences à In Salah et In Guezzam », a-t-il affirmé, ajoutant que « la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) prévoit la création de six nouvelles agences au niveau des nouvelles wilayas à l'instar d'In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, In Salah, Djanet et Béni Abbes, tandis que la Banque extérieure d'Algérie (BEA) prévoit l'ouverture de neuf nouvelles agences sur le plan national, dont une agence à Bordj Badji Mokhtar ». Au niveau régional, il est prévu dans les prochains jours, l'ouverture de « deux (2) banques algériennes au Sénégal et en

Mauritanie », a annoncé, mercredi dernier, le Directeur général de la Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Lazhar Latreche, précisant, dans ce sillage, que « toutes les procédures juridiques et administratives ont été achevées pour l'ouverture de ces deux banques, approuvées par les autorités monétaires au Sénégal et en Mauritanie ». « Ces deux banques seront créées par quatre banques publiques, à savoir la BEA, la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) », a-t-il ajouté. L'objectif de cette démarche est de soutenir « les opérateurs économiques algériens, privés et publics, pourront profiter des facilitations nécessaires dans le domaine de l'exportation et du change ». Il est attendu, également, « l'ouverture prochaine d'une succursale de la BEA en France ». L'Algérie qui promeut ces dernières années la construction d'un espace commercial et de coopération économique intra-africain, s'efforce de mettre en place tous les mécanismes nécessaires pour atteindre cet objectif et faire du produit national une référence régionale et africaine.

Samira Tk

RÉCUPÉRATION DES FONDS DÉTOURNÉS

La détermination de Abdelmadjid Tebboune

Par M. T. Messaoudi

La dernière sortie médiatique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a été pour lui une occasion de faire un «round up» de tout ce qui a été réalisé depuis sa prise de fonction à la tête de l'Etat. Mais également de ce qui reste à faire pour parachèver les réformes des institutions de l'Etat dans le but de concrétiser des performances économiques et sociales. Mais il y a lieu de relever certains «non-dits» du Président, touchants à des événements ou à des situations qui l'ont marqué durant son parcours en tant que commis de l'Etat et qui ont eu un impact très fort sur sa politique actuelle. Ainsi, sur la question de notre concourer Souhila El Hachemi à propos de l'actuel gouvernement et de la nécessité d'opérer un changement significatif de l'Exécutif, Abdelmadjid Tebboune a d'emblée affirmé qu'il n'aura pas la main lourde pour sanctionner son Premier ministre Aïmene Benabderrahmane ou des ministres du gouvernement. Ce sera «au cas par cas», selon la qualité du travail fourni et des résultats obtenus. Ceci pour dire qu'il ne sera pas impitoyable comme l'a été avec lui la mafia dirigée par Saïd Bouteflika qui a pris en otage l'Etat algérien, du temps où il était Premier ministre. Rappelons-nous cette scène odieuse au cimetière El Alia lors de l'enterrement de Reda Malek, où le clan de Saïd Bouteflika, entouré de Ali Haddad, Madjid Sidi-Saïd et d'autres personnalités proches du régime, ont éclaté de rire, visant dans leurs moqueries Abdelmadjid Tebboune qui a choisi de rester imperturbable. C'est là un épisode de la vie du Président qu'il n'oubliera pas de sitôt. Le tort de Tebboune était d'avoir exigé des oligarques de rembourser



les prêts bancaires obtenus indûment quelques jours après sa prise de fonction. Aux yeux de ces affairistes et de leur complice Saïd Bouteflika, le principal conseiller du président de la République, Tebboune a franchi le Rubicon et il est devenu par conséquent un homme «à abattre». Il y a lieu de rappeler que la première mission que lui a confiée le défunt président Abdelaziz Bouteflika au nouveau Premier ministre était de récupérer les prêts faramineux obtenus par les oligarques. Ali Haddad, les frères Kouninef, Mahieddine Tahkout avec d'autres industriels et hommes d'affaires. Certains ont dépassé la somme

de deux milles milliards de centimes (en dinars convertibles) qui ont servi à des opérations frauduleuses, notamment à l'étranger. Abdelmadjid Tebboune sera limogé trois mois à peine après sa nomination. Ses principaux cadres seront limogés. Un de ses amis proches, Omar Alilet, sera même jeté en prison sans motif apparent. Un de ses fils a été impliqué dans une affaire de drogue. Il sera lui aussi emprisonné et soumis à la torture, avant d'être innocenté par la justice. L'on comprend alors la détermination de Tebboune à poursuivre les corrompus du clan de Saïd Bouteflika et à récupérer l'argent dérobé au Trésor

public par des moyens contraires à la loi. L'on a l'impression que le Président veut conclure la mission qui lui a été dévolue par Abdelaziz Bouteflika, en qui il avait un profond respect, si l'on croit certains de ses anciens collaborateurs. D'où la fierté affichée par Tebboune à l'écran, en annonçant la récupération par l'Etat de 20 milliards de dollars détournés par l'ancienne mafia. Un chiffre qui donne le tournis et montre l'ampleur du phénomène de la corruption qui a mis en danger la pérennité de l'Etat algérien.

M.T.M.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES Réalisation de plus de 6 Mds Usd à novembre 2022

L'Algérie a réalisé plus de 6 milliards Usd d'exportations hors hydrocarbures depuis le début de l'année à novembre 2022, a déclaré le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. L'Algérie a réalisé plus de 6 milliards Usd d'exportations hors hydrocarbures du début de l'année à novembre 2022, ce qui confirme la politique efficiente initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à libérer l'Algérie de la dépendance aux ressources en hydrocarbures, a précisé M. Rezig, en présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, de nombreux responsables dans le secteur du commerce de plusieurs pays africains ainsi que nombre de membres du corps diplomatique des pays voisins accrédités en Algérie. Il a indiqué que «le gouvernement œuvre à la rationalisation des importations en vue de favoriser la transition d'un pays consommateur à un pays disposant de capacités de production permettant de couvrir les besoins nationaux et de réduire la facture des importations». Et d'ajouter que «le gouvernement est déterminé à booster l'activité de l'investissement et le climat des affaires à travers la révision de la loi sur l'investissement qui favorise, désormais, l'établissement de nouveaux partenariats en vue de mobiliser les ressources financières et les moyens technologiques afin d'assurer

une croissance économique durable, tout en prenant en considération la sécurité écologique et les besoins du développement social». A ce propos, il a indiqué que la nouvelle loi sur l'investissement avait été renforcée en créant les zones libres au niveau des wilayas frontalières pour s'ériger en région de dimensions africaines à Debdeb et Tindouf mais aussi sur les frontières maliennes et nigériennes, ce qui contribuera à «la relance d'une dynamique économique et commerciale entre les wilayas frontalières et les pays voisins tout en réalisant l'intégrité économique dans la région». M. Rezig a rappelé que ce genre de manifestations économiques, dont l'Assihar, constituent un carrefour pour l'échange et la coopération économique régionale mais aussi une opportunité pour renforcer et valoriser les capacités productives réalisées dans divers domaines et jeter les ponts en vue d'un échange commercial gagnant-gagnant. De son côté, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraa, a fait savoir que l'organisation de cette 36e édition de l'Assihar reflétait «les efforts de l'Etat pour la relance de l'économie nationale et la promotion des échanges commerciaux avec les pays africains». Prennent part à l'Assihar Tamanrasset (2-6 décembre 2022 - 6 janvier 2023) des exposants et des opérateurs économiques issus de l'Algérie et des pays voisins.

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Le gros coup de pouce de l'État

C'est un arrêté, signé conjointement par le ministère des Finances et son pair du Commerce et de la Promotion des exportations, qui a tout pour satisfaire cette fois les opérateurs économiques exportateurs hors hydrocarbures, habitués depuis quelque temps à des mesures jugées plutôt contraignantes par plus d'un exportateur.

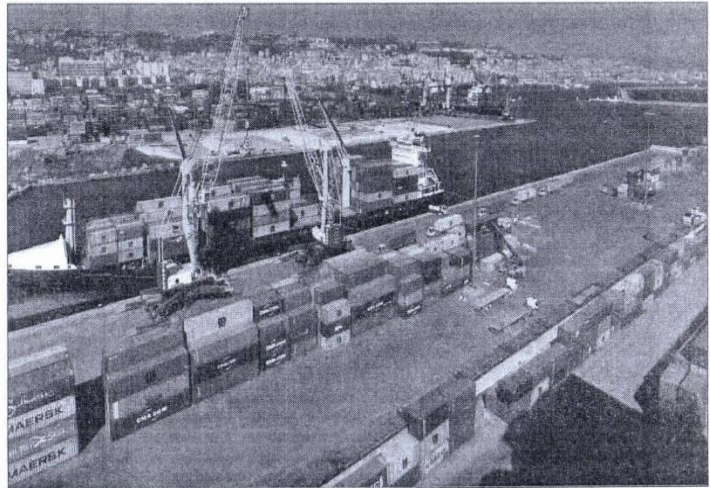
La matérialisation de l'objectif des 10 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures nécessite un gros effort non seulement des opérateurs y activant mais également, et peut-être même surtout, de la part de l'État. Désormais, depuis quelques jours, les pouvoirs publics ont acté leur contribution dans le but de booster les exportations en dehors du pétrole et du gaz. C'est en effet par le truchement d'un arrêté interministériel, paraphé donc par les deux ministères des Finances et du Commerce, publié sur le dernier *Journal officiel* en date, le n°82 du 7 décembre courant. L'arrêté en question a pour objet de fixer la liste des dépenses engagées, les taux de remboursement et les conditions d'octroi de la subvention dans le cadre de la contribution de l'État à la promotion des exportations. Un véritable coup de pouce de l'État qui stipule que «tout opérateur économique résidant en Algérie qui exerce l'activité d'exportation de produits algériens et/ou fournit des services contribuant à la promotion des produits algériens sur les marchés extérieurs bénéficie de la subvention accordée dans le cadre de la contribution de l'État à la promotion des exportations».

Des taux de remboursement alléchants

Dans son article 3, sont clairement énumérées les dépenses susceptibles d'être remboursées ainsi que les taux de remboursement. Ainsi, pour les frais de transport, de transit et de manutention des produits destinés à l'exportation, le taux de remboursement est de 50% des frais de transport international, de transport intérieur, de manutention et de transit des produits destinés à l'exportation. Pour les frais de participation à des manifestations, expositions et salons organisés à l'étranger relatifs à l'activité d'export, le taux arrêté

est de 80% des frais de la participation inscrite au programme annuel officiel de participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger.

Toujours au titre des frais de participation à des manifestations, expositions et salons organisés à l'étranger, il est stipulé que sont remboursables 100% des frais de participation à des manifestations à caractère exceptionnel, ou limitées seulement à la mise en place d'un guichet unique, après accord du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations. Également, 10% à titre de remboursement (marge bénéficiaire) accordés à l'organisme chargé de mettre en œuvre le programme officiel des manifestations économiques à l'étranger, 50% des frais de participation à titre individuel à des manifestations économiques à l'étranger, et 50% à titre de remboursement pour les organismes chargés d'organiser des manifestations économiques à l'étranger non inscrites au programme officiel, à la demande des opérateurs économiques. Et ce n'est pas fini ! En effet, sont remboursables 80% des frais de mise en œuvre des programmes de formation spécialisée aux métiers d'exportation dispensés par des organisations spécialisées, à la demande du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations. Idem pour les frais d'organisation et de participation à des manifestations économiques spécifiques organisées au niveau national consacrées à la promotion des produits algériens destinés à l'exportation. Sont éligibles 80% des frais engagés pour l'organisation et la participation aux manifestations économiques spécifiques organisées au niveau national consacrées à la promotion des produits algériens destinés à l'exportation, et 10% à titre de remboursement (marge bénéficiaire) accordés à l'organisme chargé de l'organisation de la manifestation au niveau national. Ne sont également



Photos : DR

pas en reste les dépenses engagées pour l'étude des marchés extérieurs, de l'information des exportateurs et l'étude pour l'amélioration de la qualité des produits et services destinés à l'exportation. 10% des charges liées à l'étude des marchés extérieurs destinée à la recherche des débouchés aux produits algériens, 10% des charges liées à l'information des exportateurs sur les opportunités et les possibilités d'exportation, et 10% des charges liées aux études destinées à l'amélioration de la qualité et à l'adaptation des produits et services destinés à l'exportation. C'est aussi le cas pour les frais engagés pour l'élaboration du diagnostic export et de création de cellules export internes qui sont arrêtés à 10% des frais d'élaboration du diagnostic export et le même taux pour les frais de création de cellules export internes. La même attention a été réservée aux frais induits par la prospection des marchés extérieurs supportés par les exportateurs ainsi que l'aide à l'implantation initiale d'entités commerciales sur les marchés extérieurs. Ce sont 10% des frais supportés par les exportateurs liés à la prospection des marchés extérieurs, et 20% des frais d'implantation initiale des représentations commerciales,

individuelles ou collectives, sur les marchés extérieurs.

Comme du baume au cœur des exportateurs algériens

Autant de largesses sont concédées également pour les frais occasionnés par l'édition et la diffusion de supports promotionnels de produits et services destinés à l'exportation et à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Tout autant pour les frais de création de labels et de protection des produits destinés à l'exportation ainsi que le financement de médailles et décorations attribuées annuellement aux exportateurs de premier rang et de récompenses de recherches universitaires ayant contribué à l'amélioration ou à la création de produits destinés à l'exportation.

Quant à l'article 4 de l'arrêté interministériel, il annonce que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations conclut des conventions avec les sociétés publiques et privées de transports terrestre, aérien et maritime ayant pour objet le transport des biens et marchandises destinés à l'exportation pour le compte

des opérateurs économiques exportateurs. Il est aussi précisé qu'il est versé aux sociétés de transport 50% des frais de transport qui représentent la valeur de la subvention dont bénéficie l'exportateur. Pour bénéficier du remboursement des frais de transport, il est précisé dans l'article 5 que les demandes sont déposées après justification de rapatriement des recettes de l'exportation. Quant aux demandes de remboursement des frais de participation à des expositions et manifestations économiques, elles sont déposées après la clôture de la manifestation et l'achèvement de toutes les procédures de restitution des échantillons destinés à l'exposition. Les subventions sont payées dans un délai de 6 mois après la date de dépôt des dossiers. Un appui «sonnant et trébuchant» qui vient comme du baume au cœur pour les opérateurs de l'export dans un environnement où pullulent les difficultés pour se frayer une place sur les marchés extérieurs, malgré tous les avantages comparatifs dont peuvent se prévaloir les opérateurs algériens, qui plus est, font face à une concurrence hautement déloyale exercée par des lobbies notamment de pays «frères».

Azedine Maktour

L'ENTREPRISE ALGÉRIENNE À L'HEURE DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Entre ambitions et écueils

LES POUVOIRS PUBLICS ONT ENGAGÉ DES RÉFORMES POUR DOPER LA CROISSANCE DE L'OUTIL DE PRODUCTION NATIONALE.

Des mesures en faveur des entreprises en difficulté ont été prises. Il a été procédé notamment au développement d'un écosystème favorable à la croissance, l'élaboration de plans nationaux de redressement, la mise en œuvre d'un nouveau code de l'investissement et l'adoption d'une Constitution qui place l'entreprise en cœur des préoccupations

L'entreprise a bénéficié de l'assistance macro-financière de l'Etat, et sur le plan international, des mesures incitatives encourageant les exportations et rendant nos entreprises plus visibles sur les marchés étrangers. Comment doit-elle s'y prendre pour se réinventer et gagner en compétitivité ? «L'entreprise construit sa stratégie sur des critères microéconomiques, tels que la demande, le marché, les prix, la masse salariale, l'emploi. La stratégie macroéconomique est définie par l'Etat qui détermine des instruments régalien pour orienter l'économie comme les impôts, les douanes, les domaines ou la finance», affirme l'économiste Mourad Goumiri. Selon lui, les entreprises doivent profiter de ces instruments pour produire des biens et services dans un rapport qualité-prix acceptable par le marché intérieur et éventuellement celui de l'exportation. Il estime «important» que les critères macro et microéconomiques soient en harmonie et convergent de manière à assurer la cohérence globale de la politique économique.

Professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université de Tlemcen, Chaïb Baghdad indique qu'une entreprise est tenue de s'impliquer dans toute décision économique relative à la création de richesse et d'emploi et prendre les devants concernant les stratégies de croissance et de développement, à travers la mise en place de politiques économiques focalisées sur l'économie de la connaissance, la gouvernance, la responsabilité socioéconomique, l'insertion dans le marché mondial, la maîtrise des coûts et des

dépenses et une prospective économique. Il explique que l'entreprise est comme une entité économique qui se renforce à travers sa durabilité, soutenabilité et capacité de résilience face aux différents défis et challenges, à l'instar de la concurrence, des fluctuations des marchés, des instabilités économiques et financières, des nouvelles directives et recommandations...

LE MANAGEMENT, TALON D'ACHILLE

De ce fait, «l'entreprise algérienne est tenue de respecter ces paramètres pour assurer son avenir et sa pérennité», a-t-il souligné, non sans faire remarquer qu'elle se caractérise par une «certaine fraîcheur économique assez convaincante» sur le marché domestique, mais par une «absence» à l'international, du fait de lacunes et insuffisances, telles que le management organisationnel, la fonction recherche et développement encore embryonnaire, la ressource humaine assez éloignée du contexte international et des décisions stratégiques inappropriées et autres.

«L'entreprise économique nationale est tenue de mettre en place une véritable stratégie d'intégration et de conquête des marchés mondiaux pour mieux renforcer sa position aux niveaux local et international, du moment que l'Etat est disposé à apporter toutes les aides requises (financières, fiscales, administratives, législatives et autres) et que les opportunités économiques et financières internationales semblent plus accessibles au niveau des marchés internationaux grâce aux différentes politiques d'ouverture économique des Etats», a-t-il signalé. Goumiri relève que l'entreprise (publique ou privée) dispose d'un immense marché solvable de biens et



services encore vierge qu'il lui importe donc d'étudier et qu'elle produise des marchandises qui répondent aux besoins du marché local et éventuellement du marché international.

AMÉLIORER LE RAPPORT QUALITÉ-PRIX

«La création des PME et PMI est la clé de la réussite, à travers la multiplication de start-up pour générer un tissu économique fluide et compétitif. Il importe de faciliter les procédures et les démarches afin de permettre cette opération, sachant qu'en bout de course, certaines vont réussir et croître et d'autres vont disparaître, mais c'est le rapport entre les deux qui importe», souligne-t-il. Selon lui, les critères de performance sont universels pour une entreprise et se résument en sa capacité à satisfaire le marché dans un rapport qualité-prix acceptable et de se développer sur le long terme. «Les efforts d'in-

novation et de modernisation technologique sont également une clé de réussite. Et pour ce faire, il est important que les pouvoirs économiques aident les entreprises dans ce contexte», ajoute-t-il. Il poursuit : «La vie et la mort sont un cycle normal en économie. L'important est le rapport entre les deux, car il doit y avoir plus d'entreprises qui naissent.» Comment cela pourrait se faire ? «Il y a lieu d'identifier les éléments qui contribuent à la disparition et ceux qui les font croître. L'introduction permanente de technologies nouvelles et innovantes assure la réussite de l'entreprise, dans un marché concurrentiel et dépourvu de monopole», dira-t-il. Et de conclure : «pour les chefs d'entreprise, c'est un combat permanent afin d'améliorer la production.»

■ Amokrane H.

المختص في الاقتصاد والمالية .. نبيل جمعة:

السياسة النقدية الجديدة .. رفع للقدرة الشرائية وحماية للاقتصاد

■ إحداث التوازن بين الاقتصاد الكلي والجزئي

يوصل رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، تنفيذ التزامه المتعلق برفع ودعم القدرة الشرائية للمواطن، عن طريق سن قرارات أخرى تخص زيادات في أجور العمال والموظفين تدخل حيز التنفيذ عام 2023، وهي المرحلة الرابعة من الزيادات التي شرع في تجسيدها عام 2022، ومست مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور، وإعادة النظر في جدول الضريبة على الدخل الإجمالي لأصحاب الأجور التي تقل أو تساوي 30 ألف دينار، ومراجعة هذه الضريبة بالنقصان بالنسبة للأجور التي تزيد عن هذا الحد.



زهراء ب.

قرارات رئيس الجمهورية، التي تشمل فئات كثيرة من أفراد المجتمع، من أجل دعم ورفع قدرتهم الشرائية، تدخل ضمن سياسة إصلاحات السياسة النقدية، فبعد اهتمامه في السنة الأولى بعد جائحة كوفيد-19 بالاقتصاد الكلي، وتحقيق مؤشرات باللون الأخضر، (ارتفاع الناتج الإجمالي إلى 21 الف مليار دينار، زيادة ميزانية المدفوعات بـ 10 مليير دولار، ارتفاع سعر البترول، تنافسية المؤسسات حتى وصل التصدير إلى 6 مليير دولار) كانت محل إشادة هيئات ومنظمات مالية ونقدية دولية، انتقل إلى الاقتصاد الجزئي المتعلق بالمستهلك والعمال الجزائري، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة والناشئة، والمؤسسات العمومية التي تعاني عجزا ماليا.

ويركز رئيس الجمهورية في خطة عمله على إحداث التوازن بين الاقتصاد الكلي والجزئي، وتدخله في السياسة النقدية سعيه حسب المختص في الاقتصاد والمالية نبيل جمعة، التوازن للاقتصاد الجزائري سواء الكلي أو الجزئي.

وأوضح أن رفع الأجور بنسبة 23 بالمائة سيخفض من ارتفاع الأسعار، كما أن إعادة تقييم الدينار بـ 30 بالمائة، سيرفع القدرة الشرائية للمواطن بـ 30 بالمائة كذلك، وهذا هو الهدف الأول للسياسة النقدية التحكم في الأسعار واستقرار العملة، التي فشلت فيها الحكومات السابقة منذ 30 سنة مثلما قال جمعة.

وأشار إلى أنه منذ 1990 إلى 1998 تم تخفيض الدينار بثمان مرات ونصف، أي 850 بالمائة، حيث كان سعر الصرف 1 دولار يعادل 7 دنانير جزائرية، وهذا ما أدى بالاقتصاد الجزائري إلى التدهور.

بالمائة وعبر مراحل، حسب جمعة، بتقليص التضخم، واستقرار الأسعار التي بلغت زيادة بنسبة 400 بالمائة بعد جائحة كوفيد.

ويعمل رئيس الجمهورية مثلما صرح به المختص في الاقتصاد والمالية، نبيل جمعة، على تصحيح مغالطات، وأخطاء سابقة، أدت إلى تدهور الاقتصاد الوطني، باعتماد سياسة نقدية جديدة، واستعمال آليات وأدوات علمية للاقتصاد النقدي، تطبيق بعد 62 سنة من التسيير الإداري للحكومات السابقة، واليوم تعطي قيمة للاقتصاد الكلي والجزئي، التضخم، الاستثمار، التمويل عن طريق السوق المالي، حتى نصل في الخمس سنوات المقبلة لتنافسية اقتصادية ونمو اقتصادي دائم وليس متعثر.

وتسمح هذه السياسة النقدية الجديدة للمواطن بتحسين قدرته الشرائية، وإيجاد مناصب شغل عن طريق الإنعاش الاقتصادي، حيث يسمح ارتفاع الناتج الإجمالي (21 ألف مليار) باستحداث مناصب عمل وتقليص البطالة، وتحقيق نمو اقتصادي جديد يخفض التضخم عن طريق الاستثمار، وهذه المعادلة لا ينبغي التخلي عنها مثلما أكد عليه المختص في الاقتصاد والمالية.

وقال المختص في الاقتصاد والمالية، ما يقوم به رئيس الجمهورية في المجال الاقتصادي منذ عامين «ذكي جدا»، حيث بدأ يستعمل السياسة النقدية المتطورة التي تقوم على التحكم في الأسعار والعملة، وهو ما تعمل به الدول المتقدمة على غرار الولايات المتحدة الأمريكية، لذلك يعمل اليوم على استعادة قيمة الدينار مثلما كان عليه في السبعينات، مشيرا إلى أن السياسات النقدية التي مرت بالجزائر إلى غاية 2001، لم يكن فيها استقرار الأسعار، ومع مجيء الرئيس تبون تم تخفيض قيمة الدينار بـ 26 بالمائة، لذلك قرر رفعها بنسبة 30 بالمائة، زيادة الأجور لمحاربة التضخم وإعادة بعث نمو الاقتصاد الجزائري، وتحرير الاستثمار. وأضاف، اليوم نرى سياسة نقدية جديدة، والدينار الجزائري بدأ يتعافى، وأصبح 12 دينارا يقابل 1 أورو، و14 دينارا مقابل 1 دولار، بعدما كان 18 دينارا، وهذا هو المطلوب بالنسبة للمختص في الاقتصاد والمالية إذا أردنا تعافي الاقتصاد الوطني، وتفاذي التضخم عن طريق التحكم في نسبة فائدة الاقتصاد، واستقرار الأسعار وتحرير الاستثمار. ويسمح قرار الزيادة في الأجور بنسبة 23

مرتقب أن تكون عملية خلال السداسي الأول من السنة المقبلة فروع بنوك جزائرية في السنغال وموريتانيا وفرنسا قريبا

من المرتقب أن يتم افتتاح أولى الفروع البنكية الجزائرية على مستوى عدد من البلدان خلال السنة المقبلة، منها السنغال وموريتانيا وفرنسا، مع إمكانية توسيعها لاحقا إلى كوت ديفوار أيضا، حيث يرتقب أن تكون عملية بعد استيفاء كافة الإجراءات، منها تكييف الإطار التنظيمي والقانوني، على خلفية تعديل قانون القرض والنقد، إلى جانب تجسيد الاعتماد لدى البنك المركزي السنغالي المعروف تحت تسمية البنك المركزي لدول غرب إفريقيا، ويعرف فرع الجزائر البنكي بالسنغال تحت اسم البنك الجزائري بالسنغال.

ومصاحبة المتعاملين الاقتصاديين وتوجيه ودعم تدفقات المبادلات التجارية وتوسيع دائرة شبكة الخدمات المصرفية لفائدة الجزائريين المقيمين بالخارج. ولا يستبعد أن يتم أيضا مباشرة فتح فرع بنكي بكوت ديفوار في سياق سعي السلطات العمومية التموقع في القارة الإفريقية. علما أن المؤسسات المصرفية باشرت تدابير خاصة تتعلق بالتسجيل واعتماد عقد أساسي، ويستلزم بداية نشاط الفروع تراخيص من قبل الهيئة المالية بالجزائر والاعتماد من قبل البنك المركزي بالبلد المضيف أيضا.

ويشير خبراء ماليون، أن اعتماد فروع للبنوك الجزائرية العمومية في الخارج، يعد من الآليات الفعالة للتجارة الخارجية، خاصة وأن البنوك الجزائرية يمكن أن تستفيد من رسوم للمعاملات البنكية والتأمين. والجدير بالذكر أن مجلس الوزراء المجتمع في جوان 2022 برئاسة الرئيس عبد المجيد تبون، صادق "على استراتيجية فتح الوكالات البنكية بالخارج، لا سيما في الدول الإفريقية"، وذلك بعد مقترح قدمه وزير المالية، عبد الرحمن راوية، لفتح بنوك جزائرية في الخارج، خاصة في إفريقيا لدعم المصدرين الجزائريين.



زهرة لطرش

والصرف. حسب ما أشار إليه المدير العام للبنك الخارجي الجزائري، هذا الأخير سيفتح فرعاً له بفرنسا، ويتعلق الأمر بالبنك الخارجي الجزائري الدولي والذي سيكون أول فرع بنكي جزائري بأوروبا، ويرتقب أن يقدر رأسمال الفرع البنكي بنحو 150 مليون دولار. علما أن البنك الخارجي الجزائري يصنف كأول بنك في الجزائر ومن بين البنوك العشر الأوائل في إفريقيا. وتتواجد بالخارج عبر بنك ما بين القارات العربي وهي المؤسسة المصرفية التي يتواجد مقرها بباريس بفرنسا ويقدر رأسمالها بـ 158100000 أورو منقسمة بالتساوي بين البنك الجزائري والبنك الخارجي الليبي. ويرمي المشروع المرتقب تجسيده إلى ضمان مرافقة

الاقتصادية والنقدية لغرب إفريقيا التي تضم إلى جانب السنغال، كل من البنين وبوركينا فاسو وغينيا بيساو وكوت ديفوار ومالي والنيجر والطنجة وتأسس في سنة 1959 ويقع مقر المصرف الرئيسي في عاصمة السنغال دكار.

بالمقابل من المرتقب أيضا افتتاح فرع بنكي بموريتانيا تحت تسمية بنك الاتحاد الجزائري برأسمال يقدر بنحو 50 مليون دولار موزعة أيضا على البنوك الجزائرية العمومية الأربع، يتصدرهم القرض الشعبي الجزائري. ويفضل البنكين الجديدين، سيتمكن المتعاملون الاقتصاديون الجزائريون، من الخواص والعموميون، من الاستفادة من التسهيلات الضرورية في مجال التصدير

حفيظ صوالبي

● أعلن المدير العام لبنك الجزائر الخارجي، لزهرة لطرش، أنه سيتم "خلال الأيام القليلة المقبلة" افتتاح بنكين جزائريين في كل من السنغال وموريتانيا. مؤكدا أنه تم استكمال كل الإجراءات القانونية والإدارية لافتتاح هذين البنكين اللذين تم اعتمادهما من قبل السلطات النقدية لدولتي السنغال وموريتانيا.

وسيتم إنشاء هذين البنكين من طرف أربعة بنوك عمومية، وهي بنك الجزائر الخارجي والبنك الوطني الجزائري والقرض الشعبي الجزائري وبنك الفلاحة والتنمية الريفية، على أساس حصص في رأسمال البنك المقدرة بنحو 100 مليون دولار ما بين البنوك الأربع، منها حصة رئيسية بنحو 40 في المائة للبنك الوطني الجزائري، أي ما يعادل 40 مليون دولار مقابل 20 في المائة تساويا بين البنوك الثلاث.

وقد تم اختيار مدير فرع البنك الذي يعد حسب ما أفادت به مصادر مقربة من الإطارات البنكية الجزائرية المقيمة منذ نحو 15 سنة في السنغال وعمل في مؤسسات مصرفية، ويتطلب على فرع البنك الجزائري ترسيم الاعتماد من قبل البنك المركزي السنغالي المعروف تحت اسم البنك المركزي لدول غرب إفريقيا، وهو المصرف المركزي لثمان دول بغرب القارة، وهي الدول التي تشكل المجموعة

POLITIQUE SOCIALE

Des augmentations salariales annuelles

Le président de la République fait de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen son cheval de bataille, renouvelant, à cet effet, son engagement quant à la poursuite de l'augmentation des salaires des travailleurs et à prendre les mesures nécessaires, l'année prochaine, pour assurer une vie décente aux citoyens.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - S'exprimant, jeudi, en soirée, dans le cadre de la traditionnelle rencontre avec les représentants de médias nationaux, Abdelmadjid Tebboune a affirmé être «à la quatrième phase du processus d'augmentation des salaires». Et de promettre la poursuite de cet effort de manière, selon lui, à «assurer une vie décente». Ceci tout en menant en parallèle une guerre contre la spéculation à l'effet d'un meilleur «contrôle des prix».

C'est ainsi qu'il a annoncé une batterie de mesures prévues au courant de l'année prochaine, pour préserver le pouvoir d'achat, maîtriser l'inflation, renforcer la production et contrôler les prix.

Tebboune, qui a promis une «augmentation des salaires annuellement jusqu'à ce qu'ils atteignent un seuil particulier», a

tenu à rappeler que «l'augmentation des salaires et de la valeur du dinar et la lutte contre la spéculation constituent un engagement à respecter». Car, pour le chef de l'État, «si la valeur du dinar augmente de 30%, le pouvoir d'achat du citoyen sera renforcé», mettant le doigt sur «l'impérative généralisation de la numérisation pour pouvoir recenser les familles ayant un seul revenu». Ce qui favorisera la «remise de chèques pour permettre au citoyen de vivre dignement», estimant que «la protection des personnes vulnérables relève de l'équité».

Annonçant que l'augmentation des salaires touchera plusieurs catégories, le président de la République s'est également engagé à assurer un emploi à tout diplômé des Écoles normales supérieures (ENS), précisant, à ce propos, que l'ENS



garantit de facto un poste de travail à ses diplômés.

Et cet engagement, Tebboune le justifie par l'intérêt particulier qu'il accorde à l'enseignement, estimant «qu'il ne s'agit pas d'un simple emploi, mais de tout un processus d'éducation de générations». Et pas que cet engagement, puisqu'il a promis «d'améliorer les conditions socio-profes-

sionnelles de l'enseignant qui ne doit pas être considéré comme un simple employé». Et de rappeler, dans ce sens, que la récente décision de titularisation des enseignants contractuels dans l'éducation ne signifie aucunement le refus de recruter les diplômés des ENS.

Et pour mieux signifier tout l'intérêt qu'il témoigne au sec-

teur sensible de l'éducation, le président de la République a insisté sur l'impératif de «parachever dans les plus brefs délais le projet de loi relatif à l'enseignant, pour lui permettre d'accomplir sa mission dans les meilleures conditions et d'éduquer des générations qui serviront leur pays».

M. K.

لا سيما الحدودية منها .. كسالي:

فتح فروع لبنوك عمومية بالولايات الجديدة

أكد وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، الخميس بالجزائر العاصمة، أن العديد من البنوك العمومية تعتزم فتح وكالات لها على مستوى الولايات العشر التي تم استحداثها، لا سيما الحدودية منها، مبرزا حرص السلطات العمومية على تحسين الخدمات التي تقدمها المرافق التابعة للقطاع على المستوى المحلي.



خلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصّصت للأسئلة الشفوية، أوضح كسالي أنه "في إطار خطة تطوير الشبكة التجارية ومن أجل تغطية جغرافية أفضل، أطلقت البنوك العمومية إجراءات استكشافية لفتح فروع بنكية في الولايات الجديدة التي تم إنشاؤها، مؤخرا".

وفي هذا الصدد، أشار إلى أن بنك الفلاحة والتنمية الريفية "بدر" متواجد في ثماني ولايات جديدة والعمل جار لإنشاء فروع أخرى على مستوى ولايات عين قزام وبرج باجي مختار، بينما يتواجد البنك الوطني الجزائري بدوره في ولايتي تقرت وبرج باجي مختار ويعتزم فتح فروع أخرى بعين صالح وعين قزام.

أما الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط "كتاب-بنك" فيخطط لاستحداث ست فروع جديدة على مستوى الولايات الجديدة وهي عين قزام وبرج باجي مختار وأولاد جلال وعين صالح وجانت وبني عباس، فيما ينتظر أن يفتتح بنك الجزائر الخارجي تسع فروع جديدة على المستوى الوطني

تم اتخاذ كل الإجراءات على مستوى المديرية العامة للضرائب لتنصيب مصالحها الخارجية في كل الولايات الجديدة بما في ذلك الولايات الحدودية والتي ستدخل حيز الخدمة، بداية السنة المقبلة.

من بينها وكالة في برج باجي مختار. ويعمل بنك التنمية المحلية هو الآخر على فتح فروع في الولايات الجديدة التي ليس له تمثيل فيها، لاسيما في بني عباس وعين قزام وعين صالح والمغير وجانت، حسب الوزير الذي أكد من جانب آخر أنه

لتحسين الخدمات.. وزير المالية:

استحداث فروع للبنوك العمومية بالولايات الجديدة والحدودية

حسب الوزير الذي أكد من جانب آخر أنه تم اتخاذ كل الإجراءات على مستوى المديرية العامة للضرائب لتنصيب مصالحها الخارجية في كل الولايات الجديدة بما في ذلك الولايات الحدودية والتي ستدخل حيز الخدمة بداية العام القادم.

وردا على سؤال بخصوص النصوص التطبيقية للمادة 45 من قانون المالية التكميلي 2020 التي استحدثت صفة مستشار الاستثمار التساهمي "كراود فاندينغ"، أكد وزير المالية أن النظام المتعلق بشروط اعتماد وممارسة هؤلاء المستشارين الذي أعدته لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها "كوسوب" سيتم إرساله في غضون الأيام القادمة إلى الأمانة العامة للحكومة قصد دراسته ونشره.

وذكر كسالي بهذا الشأن، أن التمويل التساهمي أو التمويل الجماعي يعد أحد بدائل التمويل التقليدي المتمثل في البنوك والمؤسسات المالية الذي قد لا يتماشى دائما مع طبيعة النشاطات الابتكارية.

وأكد الوزير بخصوص وضعية مصالح الضرائب بولاية وهران أنه تم خلال سنة 2020 رفع التجميد على العمليات الخاصة بإنجاز ستة مراكز جوارية، منها ثلاثة لا تتوفر بعد على أوعية عقارية.

أما عن التأخر المسجل في معالجة طلبات الحصول على العقود العقارية المختلفة من طرف المواطنين لفت الوزير إلى أن المديرية العامة للأموال الوطنية سطر خارطة طريق لتحسين الخدمات التي تقدمها المحافظات العقارية خاصة من خلال رقمنة السجل العقاري وعمليات الشهر العقاري.

أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أن العديد من البنوك العمومية، تعترم فتح وكالات لها على مستوى الولايات العشر التي تم استحداثها خاصة الحدودية منها، مبرزا حرص السلطات العمومية على تحسين الخدمات التي تقدمها المرافق التابعة للقطاع على المستوى المحلي.

ق. س

وخلال جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت للأسئلة الشفوية، أوضح وزير المالية أنه في إطار خطة تطوير الشبكة التجارية ومن أجل تغطية جغرافية أفضل، أطلقت البنوك العمومية إجراءات استكشافية لفتح فروع بنكية في الولايات الجديدة التي تم انشاؤها مؤخرا. وأشار إلى أن بنك الفلاحة والتنمية الريفية "يدر" متواجد في ثماني ولايات جديدة والعمل جار لإنشاء فروع أخرى على مستوى ولايات عين قزام وبرج باجي مختار، بينما يتواجد البنك الوطني الجزائري بدوره في ولايتي تقرت وبرج باجي مختار ويعتزم فتح فروع أخرى بعين صالح وعين قزام.

أما الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط "كتاب-بنك" فيخطط لاستحداث ست فروع جديدة على مستوى الولايات الجديدة وهي عين قزام وبرج باجي مختار وأولاد جلال وعين صالح وجانت ويني عباس، فيما ينتظر أن يفتح بنك الجزائر الخارجي تسع فروع جديدة على المستوى الوطني من بينها وكالة في برج باجي مختار.

ويعمل بنك التنمية المحلية هو الآخر على فتح فروع في الولايات الجديدة التي ليس له تمثيل فيها خاصة في بني عباس وعين قزام وعين صالح والمغير وجانت،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger